



Investissement public et croissance économique en République Démocratique du Congo (1990–2023) : une analyse empirique en modèle ARDL

Public investment and economic growth in the Democratic Republic of Congo (1990–2023): an empirical analysis using the ARDL model

KAMBA NGALAMULUME Didier

Chef de Travaux

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Kananga – Kananga – Kasai-Central - R.D. Congo

KAPINGA ILUNGA Josée

Professeure Associée

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université Officielle de Mbuji-Mayi – Mbuji-Mayi – Kasai-Oriental - R.D. Congo

BEMBONGA MOGANGA Benjamin

Professeur Associé

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Kisangani – Kisangani – R.D. Congo

BOLITO LOSEMBE WAYALITONGO Rémy

Professeur Ordinaire

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Kinshasa – Kinshasa – R.D. Congo

Résumé : Cette étude analyse l'impact de l'investissement public sur la croissance économique en République Démocratique du Congo sur la période 1990–2023. L'objectif est d'évaluer les effets de l'investissement public à court et à long terme. L'étude utilise le modèle ARDL appliqué aux données macroéconomiques de 1990 à 2023. Les résultats montrent l'existence d'une relation de long terme entre investissement public et croissance économique.

Les estimations révèlent que l'investissement public exerce un effet positif sur la croissance économique à court terme, mais ses effets de long terme restent limités en raison des problèmes de

gouvernance, des inefficacités dans l'exécution des projets publics et de la faible qualité des infrastructures. L'étude conclut que l'amélioration de la gouvernance et de l'efficacité des dépenses publiques constitue une condition essentielle pour renforcer l'impact de l'investissement public sur la croissance économique en RDC.

Mots-clés : investissement public, croissance économique, ARDL, RDC.

Abstract: This study analyzes the impact of public investment on economic growth in the Democratic Republic of Congo over the period 1990–2023. The objective is to evaluate the effects of public investment in the short and long term. The study uses the ARDL model applied to macroeconomic data from 1990 to 2023. The results show the existence of a long-term relationship between public investment and economic growth.

The estimates reveal that public investment has a positive effect on economic growth in the short term, but its long-term effects remain limited due to governance issues, inefficiencies in the execution of public projects, and the poor quality of infrastructure. The study concludes that improving governance and the efficiency of public spending is an essential condition for enhancing the impact of public investment on economic growth in the DRC.

Keywords: public investment, economic growth, ARDL, DRC.

Keywords: public investment, economic growth, ARDL, DRC.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.20709941>

1. Introduction

La problématique de l'investissement public et de son impact sur la croissance économique occupe une place centrale dans la littérature économique contemporaine, particulièrement dans les pays en développement confrontés à des déficits importants en infrastructures et à des contraintes structurelles de financement du développement. Depuis les travaux fondateurs de Keynes (1936), l'investissement public est considéré comme un instrument majeur de politique économique capable de stimuler la demande globale, de soutenir l'activité économique et de favoriser l'emploi. Dans cette perspective, les dépenses publiques d'investissement permettent d'accroître la production nationale à travers l'effet multiplicateur et jouent un rôle important dans les périodes de ralentissement économique.

Les théories néoclassiques et les théories de la croissance endogène ont ensuite approfondi cette réflexion en mettant davantage l'accent sur le rôle de l'accumulation du capital public dans la dynamique de croissance économique. Solow (1956) montre que l'investissement contribue à l'accumulation du capital productif et à l'amélioration de la production, tandis que Romer (1986) et Lucas (1988) soulignent que les investissements publics dans les infrastructures, l'éducation, la recherche et le capital humain constituent des facteurs essentiels de croissance économique durable. Dans cette logique, les infrastructures publiques améliorent la productivité globale des facteurs et créent un environnement favorable au développement du secteur privé.

Par ailleurs, Barro (1990) démontre que certaines dépenses publiques productives, notamment celles consacrées aux infrastructures économiques et aux services publics essentiels, exercent un effet positif sur la croissance économique. De même, Aschauer (1989) met en évidence le rôle des infrastructures publiques dans l'amélioration de la productivité du secteur privé. Toutefois, plusieurs études empiriques réalisées dans les pays en développement montrent que l'efficacité de l'investissement public dépend fortement de la qualité de la gouvernance, de la transparence dans la gestion des ressources publiques ainsi que de l'efficacité des institutions. Easterly (2001) et Pritchett (2000) soulignent notamment que des investissements publics mal exécutés ou faiblement orientés vers les secteurs productifs peuvent produire des effets limités sur la croissance économique.

En Afrique subsaharienne, cette problématique revêt une importance particulière en raison des besoins considérables en infrastructures économiques et sociales. Malgré les efforts d'investissement engagés dans plusieurs pays africains, les effets sur la croissance économique demeurent parfois mitigés en raison des contraintes institutionnelles et budgétaires. Les travaux de Calderón et Servén (2004) montrent pourtant que l'amélioration des infrastructures publiques constitue un levier essentiel de croissance économique dans les pays en développement.

La République Démocratique du Congo (RDC) constitue un cadre d'analyse particulièrement pertinent dans cette problématique. Malgré l'abondance de ses ressources naturelles et les investissements publics réalisés au cours des dernières décennies, le pays demeure confronté à des déficits importants en infrastructures, à une faible diversification économique ainsi qu'à des problèmes récurrents de gouvernance publique. Cette situation soulève la question de l'efficacité réelle des investissements publics dans le processus de croissance économique congolais. Plusieurs études récentes réalisées en RDC montrent d'ailleurs que les effets des dépenses publiques sur la croissance économique restent limités en raison des inefficacités dans la gestion publique et de la faible qualité des investissements réalisés (Ntita Ntita et al., 2019 ; Wetchokonda Okata et al., 2024).

C'est dans ce contexte que la présente étude analyse l'impact de l'investissement public sur la croissance économique en République Démocratique du Congo sur la période 1990–2023. Plus précisément, elle cherche à vérifier l'existence d'une relation de long terme entre investissement public et croissance économique, à analyser les effets de court terme des dépenses publiques d'investissement sur le PIB et à évaluer le mécanisme d'ajustement vers l'équilibre de long terme. Pour atteindre ces objectifs, l'étude mobilise le modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag), particulièrement adapté aux séries temporelles intégrées d'ordres différents $I(0)$ et $I(1)$.

2. Revue de la littérature théorique

La relation entre investissement public et croissance économique trouve son fondement dans plusieurs approches théoriques majeures de la pensée économique. La théorie keynésienne développée par Keynes (1936) considère les dépenses publiques comme un instrument essentiel de stimulation de la demande globale. Selon cette approche, l'investissement public permet d'accroître la production, l'emploi et le revenu national grâce à l'effet multiplicateur. Dans cette perspective, les investissements réalisés par l'État dans les infrastructures, l'éducation ou les services publics soutiennent l'activité économique, particulièrement en période de ralentissement économique.

Le modèle néoclassique de Solow (1956) explique la croissance économique par l'accumulation du capital, du travail et du progrès technique. L'investissement public contribue à l'augmentation du stock de capital productif et améliore les capacités de production de l'économie. Toutefois, cette théorie souligne également l'existence des rendements décroissants du capital, ce qui limite l'effet de l'investissement public sur la croissance à long terme lorsque celui-ci n'est pas accompagné du progrès technique.

Les théories de la croissance endogène développées par Romer (1986) et Lucas (1988) remettent en cause l'hypothèse du progrès technique exogène. Elles soutiennent que les politiques publiques, notamment les investissements dans les infrastructures, le capital humain, l'éducation et la recherche, influencent durablement la croissance économique. Selon cette approche, l'investissement public génère des externalités positives capables d'améliorer la productivité globale et de stimuler l'investissement privé.

Barro (1990), à travers la théorie des dépenses publiques productives, montre que certaines dépenses publiques peuvent être intégrées dans la fonction de production et contribuer directement à la croissance économique. Les dépenses consacrées aux infrastructures économiques, à la sécurité, à

l'éducation ou à la santé améliorent l'environnement productif et favorisent l'efficacité du secteur privé. Toutefois, l'auteur souligne qu'il existe un seuil optimal des dépenses publiques au-delà duquel les effets sur la croissance deviennent négatifs en raison des charges fiscales, de l'endettement public ou des inefficacités administratives.

L'approche développée par Aschauer (1989) met particulièrement l'accent sur le rôle des infrastructures publiques dans la productivité du secteur privé. Selon cette théorie, les investissements publics dans les routes, les transports, l'énergie et les télécommunications réduisent les coûts de production et améliorent la compétitivité économique. Cette approche distingue l'effet d'entraînement (*crowding-in*), par lequel l'investissement public stimule l'investissement privé, et l'effet d'éviction (*crowding-out*), lorsque les dépenses publiques excessives réduisent la capacité d'investissement du secteur privé.

Enfin, la théorie institutionnelle développée par North (1990) souligne que l'efficacité de l'investissement public dépend fortement de la qualité des institutions et de la gouvernance. Selon cette approche, les investissements publics ne produisent des effets positifs sur la croissance économique que lorsque les mécanismes de planification, de gestion, de contrôle et de transparence fonctionnent efficacement. Dans les contextes marqués par la corruption, les faibles capacités administratives et les inefficacités institutionnelles, les investissements publics peuvent avoir des effets limités sur la croissance économique.

3. Revue de la littérature empirique

Aschauer (1989), dans une étude réalisée aux États-Unis sur la période 1949–1985, a analysé l'impact des infrastructures publiques sur la productivité du secteur privé à partir des séries temporelles. Les résultats montrent que les investissements publics dans les infrastructures économiques exercent un effet positif et significatif sur la productivité globale des facteurs et sur la croissance économique.

Barro (1990), à travers une analyse économétrique portant sur plusieurs pays, a montré que les dépenses publiques productives favorisent la croissance économique lorsqu'elles sont orientées vers les infrastructures et les services essentiels. Toutefois, l'auteur conclut qu'un niveau excessif de dépenses publiques peut produire des effets négatifs sur la croissance en raison des inefficacités et de la pression fiscale.

Easterly et Rebelo (1993), dans une étude de panel portant sur plusieurs pays, ont analysé la relation entre politique budgétaire et croissance économique. Les résultats montrent que les investissements publics dans les infrastructures de transport et de communication exercent un effet positif sur la croissance économique, contrairement à certaines dépenses publiques de consommation qui apparaissent improductives.

Calderón et Servén (2004), dans une étude portant sur plusieurs pays en développement, ont montré que l'amélioration des infrastructures publiques favorise significativement la croissance économique. Les auteurs concluent que les déficits d'infrastructures expliquent une partie importante des écarts de croissance observés entre les pays développés et les pays en développement.

Pritchett (2000) a analysé la relation entre accumulation du capital public et croissance économique dans plusieurs pays en développement. Les résultats montrent que l'augmentation des investissements publics ne se traduit pas automatiquement par une croissance économique en raison des inefficacités dans la gestion des projets publics et du gaspillage des ressources.

Abdelbaki et al. (2024), dans une étude réalisée au Maroc sur la période 1960–2020 à partir des modèles économétriques estimés sous Stata, montrent que l'investissement public exerce un effet positif sur le PIB, bien que cet effet soit inférieur à celui de l'investissement privé. Les auteurs soulignent

également l'importance du capital humain et de la qualité de la gouvernance dans la dynamique de croissance économique.

Tendelet (2018), dans une étude portant sur le Congo et utilisant l'approche ARDL sur la période 1986–2016, conclut que les dépenses publiques d'investissement exercent un effet positif et significatif sur la croissance économique à court terme. Cependant, les résultats de long terme révèlent un effet négatif des investissements publics sur le PIB hors pétrole, principalement en raison des problèmes de gouvernance, de l'inefficacité dans l'exécution budgétaire et de la faible qualité des infrastructures réalisées.

Elalaoui Jawad et Hefnaoui (2018), dans une étude réalisée au Maroc à l'aide du modèle ARDL sur la période 1975–2016, montrent que les dépenses publiques de consommation exercent un effet positif sur la croissance économique, tandis que les dépenses publiques d'investissement présentent un effet négatif à court et à long terme. Les auteurs expliquent ces résultats par l'inefficacité de certaines dépenses publiques et les effets d'éviction sur l'investissement privé.

Wetchokonda Okata et al. (2024), dans une étude réalisée en République Démocratique du Congo sur la période 1990–2023 à partir d'un modèle à correction d'erreur (ECM), montrent que les dépenses publiques en infrastructures exercent un effet négatif et significatif sur la croissance économique. Les auteurs attribuent ces résultats aux insuffisances de gouvernance, à la mauvaise allocation des ressources publiques et à la faible qualité des infrastructures réalisées.

Mindongo Nivulije et Kabungu (2023), à travers un modèle SVAR appliqué à la RDC sur la période 1960–2015, concluent que les dépenses publiques influencent négativement le PIB congolais à court terme, principalement en raison des dépenses improductives et des inefficacités dans la gestion publique. Les auteurs soulignent également que les investissements restent fortement dépendants du secteur minier.

Watezolo Sivi et al. (2023), dans une étude basée sur un modèle VAR appliqué à la RDC sur la période 1993–2020, montrent que les dépenses publiques exercent un effet positif mais faible sur la croissance économique. Les auteurs indiquent que les dépenses en capital représentent une faible proportion des dépenses publiques totales, ce qui limite l'impact réel de la politique budgétaire sur l'activité économique.

Ntita Ntita et al. (2019), dans une étude portant sur la République Démocratique du Congo sur la période 1981–2015, ont analysé l'effet de l'investissement public sur la croissance économique à partir du modèle à effet de seuil de Hansen (1996). Les résultats montrent l'existence d'un seuil optimal d'investissement public fixé à 22 % du PIB. En dessous de ce seuil, l'investissement public n'exerce aucun effet significatif sur la croissance économique. En revanche, au-delà de ce seuil, l'investissement public exerce un effet positif et significatif sur la croissance économique, avec une élasticité estimée à 0,877 %. Les auteurs concluent que l'efficacité de l'investissement public en RDC dépend fortement de la qualité des infrastructures, de l'orientation des dépenses publiques et de la gouvernance économique.

4. Approche méthodologique

Cette étude analyse l'impact de l'investissement public sur la croissance économique en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période 1990–2023. Elle adopte une approche quantitative fondée sur l'analyse des séries temporelles macroéconomiques annuelles.

Les données utilisées proviennent principalement de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international ainsi que des rapports de la Banque Centrale du Congo.

Pour ce faire, la variable dépendante de l'étude est la croissance économique, mesurée par le taux de croissance du Produit Intérieur Brut réel (PIB). Les variables explicatives retenues sont l'investissement public saisi par les dépenses publiques en capital, la dette publique, l'inflation, l'ouverture commerciale et la formation brute du capital fixe. Ces variables ont été retenues sur base des fondements théoriques

et des études empiriques antérieures relatives à la relation entre investissement public et croissance économique. Ce tableau ci-dessous présente la codification et la description des variables :

Tableau 1 : Codification et description des variables

Variables	Codification	Nature de la variable	Mesure / Indicateur	Signe attendu
Taux de croissance du PIB réel	TCPIB	Variable dépendante	Taux de croissance annuel du PIB réel (%)	—
Dépenses publiques en capital	LDCAP	Variable explicative principale	Dépenses publiques en capital (log)	+
Dettes publiques	DETTE_PUBL	Variable de contrôle	Dettes publiques (% du PIB)	+/-
Ouverture commerciale	OUV	Variable de contrôle	(Exportations + Importations) / PIB (%)	+
Population active	POP	Variable de contrôle	Taux de croissance de la population active (%)	+/-
Inflation	INF	Variable de contrôle	Taux d'inflation annuel (%)	+/-

S'agissant du modèle d'analyse, l'étude mobilise le modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag) développé par Pesaran et al. (2001). Le recours à cette méthode est justifié par sa capacité à être appliquée aux variables intégrées d'ordres différents I(0) et I(1), ainsi que par sa possibilité d'estimer simultanément les effets de court terme et de long terme entre les variables.

Le modèle économétrique général de l'étude se présente comme suit :

$$PIB_t = \beta_0 + \beta_1 LDEP_CAP_t + \beta_2 DETTE_PUBL_t + \beta_3 OUV_t + \beta_4 POP_t + \beta_5 INF_t + \varepsilon_t$$

Où :

- PIB_t représente le taux de croissance économique ;
- DEP_CAP_t représente (log) des dépenses publiques en capital (représente l'investissement public) ;
- $DETTE_t$ représente la dette publique ;
- INF_t représente le taux d'inflation ;
- OUV_t représente l'ouverture commerciale ;
- POP_t représente la population active ;
- ε_t représente le terme d'erreur.

L'analyse économétrique a été réalisée en plusieurs étapes. Les tests de stationnarité d'Augmented Dickey-Fuller (ADF) ont d'abord permis de vérifier l'ordre d'intégration des séries. Ensuite, le retard optimal du modèle a été sélectionné à partir des critères d'information d'Akaike et de Schwarz. Le test de cointégration aux bornes (Bounds Test) a ensuite été appliqué afin de vérifier l'existence d'une relation de long terme entre les variables.

Après estimation du modèle ARDL, les effets de court terme ont été analysés à travers le modèle à correction d'erreur (ECM), tandis que les coefficients de long terme ont permis d'évaluer l'impact structurel de l'investissement public sur la croissance économique.

Enfin, plusieurs tests diagnostiques ont été réalisés afin de vérifier la validité et la robustesse du modèle estimé, notamment le test de normalité de Jarque-Bera, le test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey, le test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey ainsi que les tests de stabilité CUSUM et CUSUM of Squares.

5. Résultats

Le test de racines unitaires de Dickey-Fuller Augmented appliqué ayant révélé que les séries présente un ordre d'intégration mixte, notamment $I(0)$ et $I(1)$, les résultats saillants sur le test aux bornes, les effets de court terme et ceux de long terme sont présentés dans les points ci-après :

5.1. Test de cointégration

Tableau 2. Test de cointégration aux bornes (Bounds Test)

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
		Asymptotic: n=1000		
F-statistic	4.668581	10%	2.08	3
k	5	5%	2.39	3.38
		2.5%	2.7	3.73
		1%	3.06	4.15
Actual Sample Size	32	Finite Sample: n=35		
		10%	2.331	3.417
		5%	2.804	4.013
		1%	3.9	5.419
		Finite Sample: n=30		
		10%	2.407	3.517
		5%	2.91	4.193
		1%	4.134	5.761

Source : Auteur, à l'aide du logiciel Eviews 12

Au regard du tableau ci-dessus, il ressort que la statistique de Fisher associée au test de cointégration est égale à 4,668581. Au seuil de 5%, cette valeur est supérieure à toutes les bornes critiques (Bornes inférieure $I(0)$: 2,804 et Brone supérieure $I(1)$: 4,013). Ainsi, l'hypothèse nulle d'absence de relation de long terme est rejetée au seuil de 5 %.

Ces résultats indiquent l'existence d'une relation de cointégration entre les variables du modèle, ce qui signifie qu'elles évoluent conjointement à long terme malgré leurs fluctuations de court terme. Autrement dit, il existe un lien d'équilibre stable entre la croissance économique et ses déterminants, notamment l'investissement public, la dette, l'ouverture commerciale, la population active et l'inflation.

D'un point de vue économique, cela suggère que les variables explicatives ne sont pas indépendantes les unes des autres sur le long terme, mais qu'elles participent à une dynamique commune : les politiques économiques, en particulier celles liées à l'investissement public et aux équilibres macroéconomiques, influencent durablement la trajectoire de croissance. Ainsi, tout écart temporaire entre ces variables tend à être corrigé au fil du temps, ce qui justifie pleinement l'utilisation du modèle ARDL avec mécanisme de correction d'erreur pour capter à la fois les effets de court et de long terme.

5.2. Effets de court terme : Modèle à correction d'erreur

Tableau 3. Effets de court terme

ARDL Long Run Form and Bounds Test
 Dependent Variable: D(TCPIB)
 Selected Model: ARDL(1, 2, 2, 0, 2, 1)
 Case 2: Restricted Constant and No Trend
 Date: 04/06/26 Time: 04:47
 Sample: 1990 2023
 Included observations: 32

Conditional Error Correction Regression

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	12.98924	9.456907	1.373519	0.1865
TCPIB(-1)*	-0.327229	0.136578	-2.395921	0.0277
LDCAP(-1)	1.400776	0.531426	2.635881	0.0168
DETTE_PUBL(-1)	0.083757	0.045294	1.849186	0.0809
OUV**	-0.262326	0.192586	-1.362125	0.1900
POP(-1)	-9.682665	4.062489	-2.383431	0.0284
INF(-1)	0.002159	0.000807	2.676427	0.0154
D(LDCAP)	0.432268	0.454395	0.951306	0.3540
D(LDCAP(-1))	-1.121856	0.385854	-2.907459	0.0094
D(DETTE_PUBL)	-0.005376	0.020497	-0.262261	0.7961
D(DETTE_PUBL(-1))	-0.056021	0.017951	-3.120736	0.0059
D(POP)	-5.867983	3.536605	-1.659214	0.1144
D(POP(-1))	6.827266	2.211414	3.087285	0.0064
D(INF)	0.001262	0.000462	2.731348	0.0137

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

** Variable interpreted as $Z = Z(-1) + D(Z)$.

Source : Auteur, à l'aide du logiciel Eviews 12

Au regard du tableau ci-dessus, il ressort que la croissance économique en République Démocratique du Congo est expliquée, à court terme, par un ensemble limité de variables statistiquement significatives. D'abord, le terme de rappel à l'équilibre présente un coefficient de -0,327229, ce qui indique qu'environ 32,7 % du déséquilibre observé au cours d'une période est corrigé à la période suivante ; autrement dit, lorsqu'un écart survient par rapport à la trajectoire de long terme, l'économie tend progressivement à revenir vers son sentier d'équilibre.

Ensuite, les dépenses en capital retardées d'une période exercent un effet positif sur la croissance, avec un coefficient de 1,400776, ce qui signifie qu'un accroissement de l'investissement public stimule l'activité économique après un certain délai, notamment par l'amélioration des infrastructures, le soutien à la productivité et la création d'un environnement plus favorable à la production.

En revanche, la population active retardée d'une période agit négativement sur la croissance, avec un coefficient de -9,682665 ; ce résultat suggère qu'une hausse de la main-d'œuvre ne se traduit pas automatiquement par une hausse de la production lorsque l'économie ne parvient pas à absorber efficacement cette offre de travail, ce qui peut refléter du chômage, du sous-emploi ou une faible productivité du facteur travail.

Par ailleurs, l'inflation retardée exerce un effet positif, avec un coefficient de 0,002159, ce qui peut traduire, dans le court terme, une dynamique de demande ou un contexte de relance où une hausse modérée des prix accompagne l'expansion de l'activité. S'agissant des variables en différence, la variation retardée des dépenses en capital affiche un coefficient négatif de -1,121856, montrant que les ajustements intervenant après une hausse des investissements publics peuvent produire, à très

court terme, des effets de correction ou de réallocation avant que les bénéfices complets de l'investissement ne se matérialisent.

De même, la variation retardée de la dette publique présente un coefficient de -0,056021, ce qui indique qu'une augmentation récente de l'endettement peut freiner la croissance à court terme, probablement en raison des charges financières qu'elle génère ou d'une utilisation peu productive des ressources empruntées.

À l'opposé, la variation retardée de la population active exerce un effet positif de 6,827266, ce qui montre qu'une mobilisation accrue du travail peut soutenir temporairement la production lorsque cette main-d'œuvre est effectivement intégrée dans le processus productif. Enfin, la variation de l'inflation présente un coefficient positif de 0,001262, confirmant qu'à court terme une légère progression des prix peut accompagner une intensification de l'activité économique.

Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence un mécanisme économique dans lequel l'investissement public soutient la croissance, tandis que les tensions liées à l'endettement et à l'absorption de la main-d'œuvre peuvent en limiter les effets, le tout dans une dynamique de retour progressif vers l'équilibre de long terme.

5.3. Effets de long terme

Tableau 4. Effets de long terme

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDCAP	4.280717	1.906706	2.245084	0.0376
DETTE_PUBL	0.255957	0.188712	1.356340	0.1918
OUV	-0.801659	0.508237	-1.577333	0.1321
POP	-29.58984	17.44656	-1.696027	0.1071
INF	0.006599	0.003459	1.907514	0.0725
C	39.69459	36.97618	1.073518	0.2972

$$EC = TCPIB - (4.2807 * LDCAP + 0.2560 * DETTE_PUBL - 0.8017 * OUV - 29.5898 * POP + 0.0066 * INF + 39.6946)$$

Source : Auteur, à l'aide du logiciel Eviews 12

Au regard du tableau ci-dessus, il ressort que, parmi les variables retenues, seules les dépenses en capital (LDCAP) exercent un effet statistiquement significatif sur la croissance économique à long terme, avec un coefficient de 4,280717. Ce résultat indique qu'une augmentation de l'investissement public entraîne une hausse importante de la croissance économique sur le long terme. Sur le plan économique, ce mécanisme s'explique par le fait que les dépenses en capital, notamment dans les infrastructures (routes, énergie, équipements publics), améliorent durablement la productivité des facteurs, réduisent les coûts de transaction et renforcent la capacité de production de l'économie.

Les autres variables, notamment la dette publique, l'ouverture commerciale, la population active et l'inflation, ne présentent pas d'effet statistiquement significatif au seuil de 5 %, ce qui signifie que leur influence sur la croissance à long terme n'est pas suffisamment établie dans ce modèle. Cela peut s'expliquer par des facteurs structurels tels que l'inefficacité de l'allocation des ressources, les contraintes institutionnelles ou encore la faible transformation des avantages potentiels de ces variables en gains de croissance durable.

Ainsi, ces résultats mettent en évidence que l'investissement public constitue le principal déterminant robuste de la croissance économique à long terme en RDC, confirmant son rôle stratégique dans la dynamique de développement.

6. Discussions

Les résultats de cette étude montrent que l'investissement public exerce un effet positif et significatif sur la croissance économique en RDC, tant à court terme qu'à long terme. Ce résultat confirme les conclusions de Aschauer (1989), Easterly et Rebelo (1993), Calderón et Servén (2004) ainsi que Tendelet (2018), qui soulignent le rôle favorable des investissements publics dans le développement des infrastructures et la stimulation de l'activité économique.

Ces résultats rejoignent également ceux de Ntita Ntita et al. (2019), qui démontrent que l'investissement public contribue à la croissance économique en RDC lorsqu'il atteint un niveau suffisant et qu'il est orienté vers des secteurs productifs. Ils sont aussi cohérents avec les travaux de Abdelbaki et al. (2024), qui mettent en évidence l'effet positif de l'investissement public sur la croissance.

En revanche, les conclusions obtenues divergent de celles de Wetchokonda Okata et al. (2024), de Mindongo Nivulije et Kabungu (2023) ainsi que de Elalaoui Jawad et Hefnaoui (2018), qui trouvent un effet négatif des dépenses publiques sur la croissance. Cette différence peut s'expliquer par les spécificités de la période étudiée, les variables retenues et les méthodes économétriques utilisées.

Dans l'ensemble, cette étude confirme que l'investissement public constitue un levier important de croissance économique en RDC. Toutefois, conformément aux conclusions de Ntita Ntita et al. (2019) et de Wetchokonda Okata et al. (2024), son efficacité demeure étroitement liée à la qualité de la gouvernance, à l'efficacité de l'exécution budgétaire et à la bonne gestion des ressources publiques.

7. Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser l'impact de l'investissement public sur la croissance économique en République Démocratique du Congo sur la période 1990–2023 à partir du modèle ARDL. Les résultats obtenus montrent l'existence d'une relation de long terme entre investissement public et croissance économique.

Les estimations révèlent que l'investissement public exerce un effet positif sur la croissance économique à court terme, confirmant son rôle de soutien à l'activité économique. Toutefois, les effets de long terme demeurent relativement limités en raison des insuffisances de gouvernance, des inefficacités dans l'exécution des projets publics et de la faible qualité des infrastructures réalisées.

L'étude met également en évidence l'effet négatif de la dette publique sur la croissance économique, traduisant les contraintes budgétaires auxquelles l'économie congolaise reste confrontée. Par ailleurs, le mécanisme d'ajustement vers l'équilibre de long terme apparaît significatif, confirmant la stabilité dynamique du modèle estimé.

En définitive, l'investissement public peut contribuer à la croissance économique en RDC à condition d'améliorer la qualité des dépenses publiques, l'efficacité des investissements et la gouvernance économique.

8. Bibliographie

1. Aschauer, D. A. (1989). Is public expenditure productive? *Journal of Monetary Economics*, 23(2), 177–200.
2. Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), 103–125.
3. Calderón, C., & Servén, L. (2004). *The effects of infrastructure development on growth and income distribution*. World Bank Policy Research Working Paper.
4. Easterly, W. (2001). *The elusive quest for growth: Economists' adventures and misadventures in the tropics*. Cambridge, MA: MIT Press.
5. Easterly, W., & Rebelo, S. (1993). Fiscal policy and economic growth: An empirical investigation. *Journal of Monetary Economics*, 32(3), 417–458.

6. Elalaoui Jawad, M., & Hefnaoui, A. (2018). Dépenses publiques et croissance économique au Maroc : une approche ARDL. *Revue économique et de gestion*.
7. Keynes, J. M. (1936). *The general theory of employment, interest and money*. London: Macmillan.
8. Lucas, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3–42.
9. Mindongo Nivulije, J., & Kabungu, M. (2023). Dépenses publiques, investissement et croissance économique en République Démocratique du Congo : une approche SVAR. *Revue congolaise d'économie*.
10. North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
11. Ntita Ntita, J., et al. (2019). Investissement public et croissance économique en République Démocratique du Congo : analyse par effet de seuil. *Revue africaine d'économie et de gestion*.
12. Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289–326.
13. Pritchett, L. (2000). The tyranny of concepts: CUDIE (Cumulated, Depreciated, Investment Effort) is not capital. *Journal of Economic Growth*, 5(4), 361–384.
14. Romer, P. M. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002–1037.
15. Solow, R. M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65–94.
16. Tendelet, F. (2018). Dépenses publiques d'investissement et croissance économique hors pétrole au Congo : une approche ARDL. *Revue africaine de développement économique*.
17. Watezolo Sivi, P., et al. (2023). Dépenses publiques et croissance économique en République Démocratique du Congo : une modélisation VAR. *Revue congolaise des sciences économiques*.
18. Wetchokonda Okata, M., et al. (2024). Dépenses publiques en infrastructures et croissance économique en République Démocratique du Congo : une approche ECM. *Revue économique africaine*.